

MARDI 9 OCTOBRE

MOBILISATION NATIONALE

Tou·tes ensemble à la conquête d'un autre avenir

Un constat s'impose : ce gouvernement n'a de cesse de creuser les inégalités et de casser les droits collectifs. Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées, relèvent d'une logique d'individualisation mettant à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de cohésion de notre société. Cela fragilise une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis.

Remise en cause profonde des droits des salarié.es et des demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage, le « plan pauvreté » relève davantage du « plan com' » que d'une ambition réelle. Les attaques se répètent contre les services publics, en particulier à travers l'agenda CAP 2022. Les annonces de suppressions de milliers de postes en sont un premier effet. Le service de santé est malmené, et nos systèmes et régimes de retraites et de pensions devraient rapidement être à nouveau attaqués...

Au moment où une fois de plus on nous annonce l'explosion des dividendes en France et dans le monde, il est temps d'imposer le partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les minima sociaux.

Face à toutes ces régressions, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social républicain et à la conquête de nouveaux droits et de justice sociale.

Des réformes sont nécessaires. Pas celles que veut nous imposer ce gouvernement !

La CGT revendique :

- une augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, des allocations et minima sociaux,
- le maintien des régimes par répartition, des pensions de réversion,
- un départ à la retraite à taux plein à 60 ans,
- un service public de qualité et de proximité sur l'ensemble du territoire avec l'embauche d'agents sous statut et de véritables moyens pour fonctionner,
- une réelle égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- la défense de la sécurité sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »,
- la garantie des emplois, des statuts des conventions collectives,
- l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation du plus jeune âge à l'université et la fin de Parcoursup.

Faire grève ? Ça ne sert à rien !

Un peu facile comme excuse. Ne pas faire grève, c'est cautionner la politique qui est menée. De notre côté, nous avons choisi !
A titre d'exemple, les suppressions de postes annoncées n'ont pas de conséquences aujourd'hui dans les établissements. Les collègues n'ont pas conscience des effets concrets. Mais à la rentrée prochaine, quand des baisses de dotations horaires seront imposées, et que ce sont les emplois de Stéphanie, Vincent ou Nathalie, mes collègues, qui seront supprimés, alors là, oui, je voudrais réagir.
Mais il sera trop tard...

Et dans l'Education Nationale ?

- gel du point d'indice et des salaires,
- « arnaque » du PPCR et des rendez-vous de carrière
- suppressions massives de postes dans le 2nd degré dont 600 annoncés dans le privé
- réformes des lycées généraux et professionnels avec comme seule arrière-pensée une vision budgétaire, au détriment de l'intérêt des élèves et des personnels.



C'est pourquoi le SNEIP-CGT Enseignement Privé appelle tous les personnels de l'enseignement privé à faire grève et à se joindre aux mobilisations prévues sur tout le territoire le mardi 9 octobre.

